

« Nous appelons à des sanctions internationales immédiates en cas d'annexion du tiers de la Cisjordanie par Israël »

2 juillet 2020



Un collectif de 112 parlementaires de sensibilités diverses, emmené par le député (EDS) Hubert Julien-Laferrière, vice-président du Groupe d'études à vocation internationale France-Palestine de l'Assemblée nationale, affirme dans une tribune au « Monde », qu'il est urgent que l'Europe et la France agissent pour préserver la solution à deux Etats au Proche-Orient.

Tribune. Après seize mois d'impasse politique en Israël, marquée par la tenue de trois élections extrêmement serrées en moins d'un an, la crise dans laquelle s'était enlégé l'Etat hébreu s'est donc terminée par la formation d'un gouvernement d'union nationale entre deux hommes.

L'un, Benny Gantz, est ancien chef d'état-major de Tsahal et apparaît en position de force, tandis que l'autre, Benyamin Nétanyahou, depuis plus d'un an affaibli par des poursuites pour corruption, fraude et abus de confiance, ne parvient donc à se maintenir au pouvoir que par la grâce de cette alliance qui se sera tant fait attendre.

La feuille de route des deux anciens rivaux issus de la droite dure du Likoud et du centre du parti Bleu-Blanc contient un projet inquiétant : l'annexion, le plus rapidement possible, de 30 % de la Cisjordanie occupée depuis 1967 - plus précisément les colonies juives et la vallée du Jourdain.

L'accord, tout juste scellé lundi 20 avril, est mis à l'agenda pour faire l'objet d'un vote au sein du cabinet ou de la Knesset dès le 1^{er} juillet. Ce projet est en phase avec le dit « plan de paix » pour la région, présenté par Donald Trump le 28 janvier, que M. Netanyahou a osé qualifier « d'exercice de souveraineté » et de

« moment historique de l'histoire du sionisme ».

Dommages « irréparables »

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, ainsi que le premier ministre Mohammad Shtayyeh, ont vivement réagi à ce calendrier d'annexion dès son annonce. M. Abbas a envisagé de suspendre les accords sécuritaires et économiques d'Oslo, ce qui aurait évidemment des conséquences très graves sur la solution à deux Etats, ainsi que sur les droits du peuple palestinien.

Au sein même de la société israélienne, ce projet est très loin de faire l'unanimité. Samedi 25 avril, deux mille personnes, en respectant les distances de sécurité en pleine pandémie, ont manifesté à Tel-Aviv leur opposition à cette annexion ainsi qu'au gouvernement d'union nouvellement formé, accusé d'encourager la corruption et d'éroder la démocratie. Même Yair Lapid, ancien ministre de M. Netanyahu, chef d'un parti centriste et ancien allié de Benny Gantz, s'est fermement opposé à ce plan, avertissant que les dommages causés seraient « irréparables ».

[La suite de la lecture est réservée aux abonnés Le Monde](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici : Accueil > Agir > Campagnes > Palestine : NON à l'annexion israélienne ! >](#)
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Nous-appelons-a-des-sanctions-internationales-immediates-en-cas-d-annexion-du>